

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2012)
Heft: 3

Artikel: Un Iran nucléaire : comment éviter l'escalade?
Autor: Finaud, Marc
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-514663>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



International

Un Iran nucléaire : comment éviter l'escalade ?

Marc Finaud

Conseiller spécial du Directeur du GCSP

Le monde assiste à l'aggravation des tensions entre l'Iran et l'Occident autour du programme nucléaire de Téhéran. Les bruits de bottes s'étendent à une gesticulation navale dans le Détroit d'Hormuz. Les sanctions imposées par les Etats-Unis et l'Union européenne ont été renforcées. Dans un contexte électoral américain propice à la surenchère, Israël conserve sur la table l'option militaire en invoquant une « menace existentielle ». Des réponses jusqu'ici envisagées par la communauté internationale (menace militaire, sanctions, négociations), laquelle est de nature à convaincre l'Iran de renoncer à l'arme nucléaire ?

Une frappe militaire sur le programme iranien ne serait pas seulement difficile à réaliser (ses sites étant dispersés ou protégés), elle aurait aussi des conséquences désastreuses : risques de représailles ; perturbation des marchés pétroliers ; ralliement de la population iranienne autour du régime ; formation d'une coalition anti-occidentale entre chiites et sunnites dans le monde musulman. Elle ne retarderait le programme iranien que d'un ou deux ans et pourrait se transformer en prophétie auto-réalisatrice : le régime aurait alors un prétexte pour se doter officiellement de l'arme nucléaire, seule assurance suprême contre une agression extérieure. Les partisans de l'option militaire jugent une action préventive indispensable et les coûts d'une telle action inférieurs à ceux de l'acquisition de la bombe par Téhéran : bouleversement de l'équilibre et prolifération dans la région ; chantage iranien sur les pays du Golfe et les marchés pétroliers ; arme dangereuse entre les mains d'un régime irrationnel. Or, comme le président Sarkozy l'a noté en 2007, nous devons éviter l'« alternative catastrophique : la bombe iranienne ou le bombardement de l'Iran ».

La communauté internationale a, depuis 2002, combiné pressions politiques, sanctions économiques et financières et négociations sporadiques avec l'Iran. Or Téhéran a maintenu son refus de cesser tout enrichissement d'uranium. Il a même accru sa production et maîtrise

désormais le cycle complet du combustible nucléaire. Il a défié l'autorité du Conseil de sécurité de l'ONU, contourné les sanctions (qui le poussent à l'autosuffisance et dont la population souffre plus que le régime), et exploité les négociations pour gagner du temps. Le bilan ne plaide guère en faveur de cette politique.

Entre frappe militaire et résignation, des options intermédiaires ont été tentées. Les Etats-Unis et/ou Israël seraient, selon certains, derrière le virus Stuxnet qui a ralenti l'enrichissement d'uranium iranien, ainsi que les assassinats ciblés de scientifiques iraniens et le sabotage d'une installation de missiles. Cette guerre secrète a pu endommager le programme iranien, mais elle ne l'anéantira jamais. Elle risque d'exposer des agents iraniens pro-occidentaux ou de provoquer des représailles. Comme donc sortir de l'impasse et éviter l'« alternative catastrophique » ?

Comme pour tout cas de prolifération, se polariser sur le seul symptôme (la tentative d'acquérir l'arme nucléaire) ne suffit pas. Il faut étudier le contexte stratégique et les motivations, y compris la perception de la menace. Depuis 1979, le régime iranien a été influencé par plusieurs facteurs : ressentiment envers l'Occident pour son soutien au Shah et l'arrêt de la coopération ; attaques irakiennes sur le réacteur de Bouchehr et à l'arme chimique ; politique américaine de changement de régime ; attitude « deux poids, deux mesures » de l'Occident envers Israël ; encerclement par des forces américaines et soutien militaire américain massif aux pays du Golfe ; exemple de la Corée du Nord (bénéficiaire d'un engagement américain de non-agression et d'une aide économique après avoir fait exploser deux engins nucléaires) ; contre-exemples de l'Irak de Saddam Hussein (envahi par les Etats-Unis une fois son programme nucléaire démantelé par l'ONU) et de la Libye de Kadhafi (vaincue militairement après avoir renoncé à ses programmes d'armes de destruction massive (ADM)). Le régime iranien a donc pu chercher (du moins jusqu'en 2003¹) à se procurer une assurance suprême contre toute intervention extérieure et un

¹ Le « National Intelligence Estimate » américain de 2007 considère que les recherches iraniennes liées à l'arme nucléaire ont cessé après 2003.

moyen d'être pris au sérieux par les grandes puissances. Il n'abandonnera pas unilatéralement un tel levier sans contreparties crédibles.

Les rapports de l'AIEA évoquent les « pratiques de dissimulation » de l'Iran et les « dimensions militaires » de son programme nucléaire. Toutefois, même le rapport de 2011, le plus explicite quoique controversé, n'a pas conclu à la preuve d'une décision de fabrication de l'arme nucléaire. Ce qui alimente les soupçons est l'envergure de la production de combustible nucléaire avant toute construction de centrales électronucléaires (celui de Bouchehr étant fourni par la Russie). L'Iran entend acquérir non pas nécessairement une quantité suffisante d'uranium faiblement enrichi pour passer à des matières de qualité militaire, mais la technologie pour y parvenir si nécessaire. D'où l'importance, précisément, de ne pas fournir à l'Iran une excuse pour franchir le seuil.

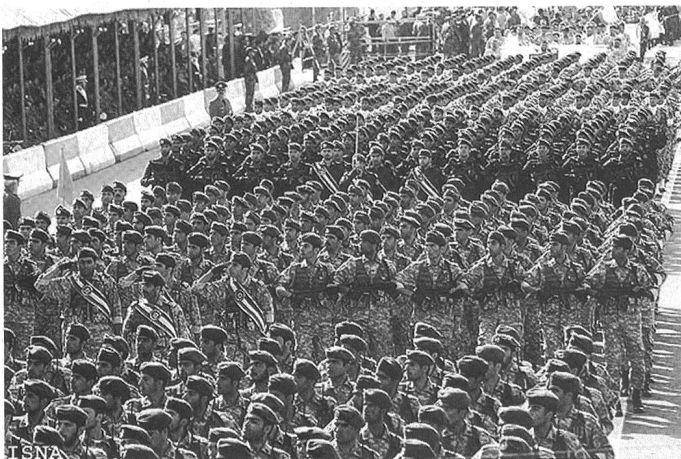
Jusqu'ici, la communauté internationale a insisté sur la cessation définitive par l'Iran de son enrichissement d'uranium, alors que l'Iran a constamment invoqué son « droit inaliénable » consacré, selon lui, par le Traité de Non-Prolifération (TNP). Or ce n'est pas tant l'enrichissement en soi qui pose problème, mais ce à quoi l'Iran utilisera le combustible. L'uranium faiblement enrichi (jusqu'à 3-5%) ne peut servir qu'à produire de l'électricité tandis que la fabrication d'ogives nucléaires requiert de l'uranium enrichi à 90%. La communauté internationale aurait dû concentrer ses efforts sur la garantie que l'uranium iranien serait stocké pour des utilisations civiles ultérieures sous contrôle international et que le seuil d'enrichissement à 20% pour son réacteur de recherche ne serait pas dépassé.

Des efforts ont déjà été déployés en faveur d'approches multinationales du cycle du combustible nucléaire et de garanties d'approvisionnement. L'AIEA a créé en 2010 une banque multilatérale de combustible faiblement enrichi en Russie, mais l'Iran continue de défendre la production nationale. Or ce qui n'a jamais été discuté avec l'Iran est l'enrichissement national au sein d'un projet multinational sous contrôle de l'AIEA. Téhéran s'était déclaré favorable à un tel projet auquel il serait partie prenante. En outre, l'accord d'échange de mai 2011 négocié par le Brésil et la Turquie – pour le transfert de l'uranium faiblement enrichi à la Russie puis à la France qui l'enrichirait à 20% – pourrait être actualisé pour inclure le supplément de production iranienne et mis en œuvre par l'AIEA.

Lors des négociations passées, les Européens (« EU3 », plus tard élargi à la Chine, la Russie et aux Etats-Unis) ont proposé en 2009 d'échanger un gel de l'enrichissement contre un gel des sanctions. En 2010, la Russie a suggéré de limiter à 5% l'expansion du programme d'enrichissement iranien et de lever progressivement les sanctions. L'histoire de méfiance entre l'Iran et l'Occident exclut une solution ne reposant pas sur des concessions mutuelles. A l'inverse, les nouvelles sanctions des Etats-Unis et de l'UE contre la Banque centrale de l'Iran et ses exportations de pétrole ne sont pas de nature à restaurer la confiance mutuelle. Seul un retour à l'approche initiale assortie de garanties le pourra. Les luttes entre factions iraniennes font peser des incertitudes sur les décisions du régime, mais un durcissement des sanctions et la menace d'une action militaire renforceront à coup sûr les partisans de la ligne dure et marginaliseront ceux d'une solution pacifique.

Au cours des négociations, l'Iran a souvent évoqué la capacité nucléaire d'Israël. Le projet de zone exempte d'armes de destruction massive (ADM) au Moyen-Orient pourrait progresser avec la conférence internationale prévue à Helsinki fin 2012. Il offre une occasion unique d'empêcher l'Iran de devenir une puissance nucléaire. Aussi a-t-il reçu l'appui des pays de la région qui partagent la crainte de voir l'Iran se doter de l'arme nucléaire. Le prince saoudien Turki Al-Faisal a averti qu'un échec risquait d'amener son pays à envisager aussi l'arme nucléaire.² En d'autres termes, seule une approche régionale de la sécurité permettra de régler la question du programme nucléaire iranien. Il faudra y inclure des mécanismes de vérification crédibles, des mesures de confiance, des assurances des puissances nucléaires et une architecture permanente de sécurité. Mais le résultat final sera une solution « gagnant-gagnant » et non le jeu à sommes nulles qui tente certains aujourd'hui.

Marc Finaud est Conseiller spécial du Directeur du GCSP. Ses intérêts englobent la maîtrise des armements, le Moyen-Orient et le droit humanitaire. Parmi ses récentes publications figure une version plus détaillée du présent article : « Un Iran nucléaire : comment éviter une prophétie auto-réalisatrice ? » GCSP Policy Paper 2012/1, janvier 2012.



² Edith Lederer, « Mideast Nuke Race Feared, » *Arabnews.com*, 27 janvier 2012